

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Relations internationales (UE) > Relations Europe-Asie (UE) > **NON ! ALE – l'Union Européenne (UE) annonce un accord de libre-échange (ALE) (...)**

NON ! ALE – l'Union Européenne (UE) annonce un accord de libre-échange (ALE) ambitieux avec la Corée du Sud

Cette ALE causerait la privatisation des services publics. Nous lançons un appel à la solidarité aux travailleurs-euses et aux peuples de l'Europe

dimanche 28 octobre 2007, par [KGEU](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2007).

En mai 2007, l'UE et la Corée ont débuté un premier tour de négociation pour un ALE. Les deux parties se sont entendues pour finaliser un ALE « fort » d'ici la fin de l'année, visant la plus complète et le plus haut degré de libéralisation dans tous les secteurs économiques. Cet accord ne couvrirait pas seulement les produits manufacturés mais aussi les services, l'investissement, les dépenses gouvernementales et les droits de propriété intellectuelle. En particulier, il viserait l'élimination des barrières commerciales non-tarifaires, ce qui signifierait des changements aux politiques et institutions nationales.

Les ALE sont des "Charte des droits" pour les corporations transnationales et mènent à la privatisation des services publics.

Les travailleur-euses coréen-nes croient que l'ALE Corée-UE n'est négocié que dans l'intérêt des corporations transnationales européennes et coréennes et qu'il mènerait à la privatisation des services publics. C'est pourquoi nous nous y opposons fermement.

- L'UE demande que les gouvernements locaux soient inclus dans la libéralisation touchant les dépenses gouvernementales. Cela mènerait à l'externalisation, la sous-traitance ou la commission des services publics et administratifs qui sont pour le moment fournis par les gouvernements central et locaux.

- Les corporations transnationales européennes du secteur des services veulent avoir accès à ce secteur de l'économie coréenne et demandent une dérègle-

mentation. Dans ce cas, on peut s'attendre à ce que des biens et services publics tels ceux relatifs à l'eau, l'environnement, l'éducation, les soins de santé et l'énergie soient mis sous la juridiction de l'ALE, ce qui signifie leur privatisation.

- L'économie coréenne subit déjà les distorsions du capital étranger spéculatif (provenant principalement des É-U.A. et de l'U.E.) qui ignore les politiques économiques nationales et ne recherche que les gains rapides. Ce capital spéculatif transnational met en danger l'économie et rend impossible les politiques publiques.

- Le capital européen est en tête de liste des investissements étrangers en Corée. Par contre, récemment, de plus en plus de corporations européennes adoptent des pratiques de travail illégales. Si un ALE se consolidait, loin de punir ces actes cela viendrait plutôt légaliser les NO ! TL actions illégales passées de ces corporations.

Les travailleuses coréennes, incluant les employées gouvernementales, ont lutté pour stopper les rencontres ministérielles de l'OMC au Mexique (2003) et à Hong Kong (2005) et récemment contre l'ALE Corée-É-U.A. De plus, les travailleuses du secteur public ont continuellement entré en grève et lutté pour arrêter la privatisation et protéger les services publics, pour le bénéfice du peuple.

Nous sommes fermes dans notre position contre l'ALE Corée-UE et lutterons pour le stopper. L'ALE Corée-UE serait au détriment non seulement des travailleuses et du peuple coréens mais aussi au détriment de ceux d'Europe.

Nous lançons un appel à la solidarité et au support aux travailleuses, paysan-nes, ONG et à toutes les forces progressives d'Europe.

Encart

Des corporations européennes assoiffées de l'eau coréenne

8 des 10 plus grandes transnationales de l'eau sont européennes. Ces corporations font pression pour avoir accès aux

ressources d'eau de la Corée. Le gouvernement coréen a récemment commencé à promouvoir la privatisation de l'eau, qui transférera les ressources d'eau des gouvernements locaux vers les entreprises privées. Si l'ALE Corée-UE est signé dans ces circonstances, la privatisation de l'eau sera accélérée, le peuple coréen fera face à une sérieuse crise de l'eau et les employé-es gouvernementaux de ce secteur à une instabilité d'emploi. En 2002, Vivendi (maintenant Veolia) tenta d'acquérir une usine de traitement dans la ville de Masan mais fut arrêtée par la résistance des travailleuses gouvernementaux. Veolia propose maintenant d'acquérir les droits sur des réserves d'eau de la ville d'Incheon.

Syndicat des Employé-es du Gouvernement Coréen (KGEU) - Membre de Confédération des Syndicates Coréens (KCTU)

Adresse : 7th Floor, Daeyoung Building, Youngdeungpo 2-ga, Youngdeungpo-gu, Seoul, Korea

Email : kgeu@kgeu.org

Tel : +82-2-2631-1948 (Ext.131 o 158) | Fax : +82-2-2631-1949 |

Web : <http://inter.kgeu.org>

JEON Sohi, Director of External Relations

Korean Government Employees' Union (KGEU)

Tel : +82-2-2631-1948 (158) Fax : +82-2-2631-1949

MP : +82-11-9072-5782